

<http://cras31.info/spip.php?article819>



Rencontres libertaires du Quercy du 10 au 15 juillet

- Évènements : Infos

Date de mise en ligne : lundi 15 juillet 2019

Copyright © CRAS-Toulouse - Tous droits réservés

Les rencontres libertaires que l'OCL propose chaque été sont prévues cette année encore - du samedi 10 au jeudi 15 juillet inclus - dans les coteaux du Quercy, à trente minutes au nord de Montauban ou au sud de Cahors, à une heure de Toulouse. Sauf mauvaise surprise de toute dernière minute émanant du gouvernement, nous allons pouvoir les tenir - contrairement à l'été dernier où les mesures liées à la pandémie avaient entraîné leur annulation. Voici donc quelques informations sur ces rencontres et le programme des débats que nous avons concocté.

Les rencontres libertaires du Quercy sont un espace d'échanges sur nos investissements militants, c'est pourquoi elles sont ouvertes à toutes les personnes que les débats prévus intéressent ; dans les espaces laissés libres par le programme, d'autres discussions pourront être proposées pour partager une expérience ou présenter une lutte particulière.

Nous camperons sur le terrain arboré d'un gîte, du Quercy, et nous bénéficierons de ses installations pour collectivité. Il y aura également des tables de presse, ainsi qu'une vidéothèque qui compose de films sur des luttes d'hier et d'aujourd'hui.

En ce qui concerne la vie quotidienne et la gestion des rencontres, les repas et le ménage seront comme d'habitude assurés par des équipes qui changeront chaque jour. Les tarifs pour les repas et la participation aux frais de location des lieux seront établis en fonction des revenus (à partir d'un prix plancher quotidien de 7 euros par adulte), et 5 euros par jour seront demandés pour un-e enfant. Afin de faciliter la confection des repas et votre accueil, nous vous demanderons de nous prévenir de votre arrivée en te le phoning (06-16-93-07-28) au moins vingt-quatre heures à l'avance. Si vous venez en train, nous irons vous chercher à la gare de Montauban.

(Samedi 10 juillet

- **Après-midi** : Première partie de la **commission journal de Courant alternatif**

Il s'agira de critiquer le numéro de la revue paru en juin et de commencer à préparer celui de la rentrée.

- **Soir** : **La situation en Palestine et en Israël - débat présenté par Pierre Stambul**, auteur de plusieurs ouvrages sur la question, dont *La Nakba ne sera jamais légitime* (Acratie, 2018)

Toutes les composantes de la Palestine fragmentée se sont révoltées : Jérusalem contre les confiscations de maisons, les Palestiniens d'Israël contre l'apartheid quotidien et Gaza où, malgré un blocus meurtrier, la population refuse d'abdiquer.

La société israélienne se fascise. Les exactions des colons, les ratonnades sont assumées par le pouvoir. La « communauté internationale » a étalé une fois de plus sa complicité avec le suprématisme. L'instrumentalisation de l'antisémitisme a servi de prétexte pour interdire des manifestations.

Ce qui se joue en Palestine, c'est le monde dans lequel nous voulons vivre.

Dimanche 11 juillet

- **Après-midi** : **La situation politique, économique et sociale dans le contexte de la pandémie** (1re partie)

Les mobilisations en France ont porté depuis cinq ans sur des questions économiques et sociales (contre la loi travail, contre la réforme des retraites, gilets jaunes) ou ont plutôt été d'ordre idéologique voire moral (marches pour le climat, contre les violences policières, contre la loi sécurité globale). On a noté pas mal de têtes nouvelles dans les manifs gilets jaunes et dans celles contre le changement climatique, le racisme ou les attaques des libertés publiques.

Mais, depuis plus d'un an, la crainte du Covid-19, mêlée à celle de la répression, a établi une « paix sociale » qui sert les gouvernants : le ras-le-bol des confinements et autres couvre-feux a engendré de la déprime bien plus que

de la révolte. A partir du premier confinement, les mobilisations sont restées de faible ampleur ou de courte durée. On a aussi vu apparaître des manifestations corporatistes de commerçants ou de professionnels de la culture défendant des intérêts particuliers sur des bases interclassistes (même si pas mal d'occupant-e-s de théâtres placent le retrait de la réforme de l'assurance-chômage avant la réouverture des lieux culturels)...

Quel bilan tirer de cette période sur le plan économique (avec notamment l'essor du télétravail et du tout-numérique), social (avec un individualisme et un narcissisme galopants, le recentrage sur la famille, etc.), et quelles sont les perspectives de l'après-pandémie en matière de luttes sociales ?

- Soir : La situation politique, économique et sociale dans le contexte de la pandémie (2de partie).

Lundi 12 juillet

- Après-midi : Où en est le féminisme aujourd'hui ?

On a vu apparaître ces dernières années sur les réseaux sociaux #MeToo, puis #BalanceTonPorc après l'affaire Weinstein, qui dénoncent les violences sexuelles et sexistes dans l'espace public ; d'autres hashtags ont ensuite pointé les violences dans l'espace privé, en particulier #MeTooInceste après l'affaire Duhamel-Kouchner. Se sont également développés, de par le monde, des mouvements de femmes (Argentine, Mexique, Pologne...) qui sont mobilisées pour le droit à l'avortement et contre les violences faites aux femmes (avec des collages de rue mettant l'accent sur les féminicides) ; et, en France, de nouvelles coordinations nationales féministes ont surgi, pointant les inégalités et les discriminations entre hommes et femmes.

Mais dans le même temps, la « théorie queer » a promu de nouvelles définitions d'une femme et du féminisme qui entraînent de violentes polémiques entre des transactivistes et des féministes (radicales ou autres). Avec l'écoféminisme, on assiste à une certaine essentialisation de la femme (associée entre autres à la nature) qui crée d'autres clivages dans le féminisme ou en font reparaître d'anciens. Enfin, les questions de genre sont devenues, avec l'écologie, l'un des principaux sujets mis en avant par une large part de la classe politique et des médias, qui voient là un bon moyen d'évacuer les questions de classe...

- Soir : Le Covid à l'école - l'arbre qui cache la forêt

Lorsque les médias ont parlé de l'école cette année, c'était pour parler du Covid (de façon caricaturalement mensongère, d'ailleurs). En fait, l'école était sous le double signe du Covid et de réformes très importantes, accélérées de fait avec l'épidémie : numérisation et destruction de la relation pédagogique, individualisation des élèves, concentration sur les « fondamentaux » et les compétences (patronales), renforcement de la sélection de classe, privatisation rampante et réductions d'effectifs, précarisation des travailleurs et répression des fortes têtes, etc.

Face à cela, les mobilisations, syndicats en tête, sont restées principalement centrées sur la question du « protocole » sanitaire, soit pour anticiper la vague suivante de Covid, soit en réponse aux mesures ministérielles jugées insuffisantes, inadaptées et illogiques. Ce faisant, pris dans ce jeu du chat et de la souris, les travailleurs de l'éducation et les élèves n'ont pas réellement opposé de résistance aux attaques qui visent autant les exploités dans leur ensemble que le « coeur du métier » : la transmission de connaissances.

Dans ce contexte, le discours dominant de défense du service public et de l'école républicaine laisse peu d'écho à des idées et des pratiques de rupture. Comment alors les appuyer ? Sont-elles encore possibles ? Qu'en est-il des luttes des précaires ? Comment analyser les luttes des lycéens et étudiants (ou leur absence) alors que le lien social est de fait distendu ? Et celles des enseignants ?

Mardi 13 juillet

- Après-midi : La marche des sans-papiers et la politique migratoire

Nous évoquerons la politique migratoire (ou plutôt anti-migrants) du pouvoir macronien, qui est dans la continuation de ses prédécesseurs. Mais surtout nous nous attacherons à faire un tour d'horizon et un bilan provisoire des différentes formes de résistance : marche des sans papiers, comités contre telle ou telle expulsion, lutte contre et dans les centres de rétention administrative (CRA), aide aux campements et aux squats, soutien aux frontières...

- Soir : Les études postcoloniales

Développées à la fin du XXe siècle, les études postcoloniales se proposent d'analyser les effets de la colonisation par le monde occidental à la fois sur les populations autochtones soit-disant décolonisées vers le milieu du siècle et sur les ex-colonisés et leur descendance dans les métropoles. Elles tentent de mettre en cause les présupposés coloniaux dans tous les domaines de l'expression et de la connaissance, et en particulier dans les discours dominants liés aux superstructures étatiques. Elles étudient également les interactions entre colonisé et colonisateur. Jusque-là, tout va bien, c'est ensuite que ça se gâte...

Mercredi 14 juillet

- Après-midi : Autoritarisme et macronie

Le pouvoir français actuel nous semble se caractériser par un autoritarisme, une surveillance et une répression accrues (notamment dans l'action policière et la répression antisyndicale), par un discours stigmatisant décomplexé à l'égard de l'immigration, par la tolérance voire la complaisance avec l'extrême droite et par le contournement du « cadre républicain ».

Si sa désignation comme étant « fasciste » nous paraît anachronique, exagérée et trompeuse, différents qualificatifs ou comparaisons nous viennent en tête pour interroger la nature du régime en place et son évolution possible : gouvernement de crise et d'exception (sanitaire, économique, antiterrorisme), tendances néoconservatrices (libéralisme économique + conservatisme et autorité), régime totalitaire (ou en passe de le devenir)... Comment caractériser les évolutions du pouvoir d'État ? Quelles leçons en tirer pour les luttes ? La surenchère xénophobe et sécuritaire politico-médiatique peut-elle s'appuyer sur une base populaire ?

- Soir : La situation en Algérie - débat présenté par **Nedjib Sidi Moussa**, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Algérie, dont Dissidences algériennes - Une anthologie, de l'indépendance au « hirak » (Les éditions de l'Asymétrie, à paraître fin juin)

Deux ans après le surgissement populaire de février 2019, où en est le hirak en Algérie ? La reprise des marches hebdomadaires, cette année, après une suspension causée par la pandémie de Covid-19, s'est accompagnée d'un retour de la contestation sur le terrain social et d'une intensification de la répression étatique en vue des élections législatives. Quel bilan peut-on tirer de cette séquence historique ? Quelles perspectives sont envisageables pour les révolutionnaires ?

Jeudi 15 juillet

- Après-midi : Seconde partie de la commission journal de Courant alternatif

On continuera de préparer ensemble le numéro de la revue à paraître en octobre.

- Soir : Crises climatiques, guerres et retour des militarismes : que faire ? - débat présenté par Tony Fortin, de l'Observatoire des Armements (ObsArm) de Lyon

Guerres, militarismes et armement pèsent lourdement sur l'environnement et le climat : écocides, pollutions atmosphériques (non comptabilisées dans le protocole de Kyoto), dont les dérèglements deviennent des questions de « sécurité nationale » ou de « menaces stratégiques » à court terme (Pentagone), voire un « danger sécuritaire »

pour les armées de plusieurs pays européens. Rien ne nous rassure dans les techniques militaires « réparatives » de géo-ingénierie, qui sont également des armes potentielles. Plus globalement, quels sont les liens entre menaces climatiques, guerres et stratégies militaro-étatiques, multinationales et sécurisation des approvisionnements vitaux pour les Etats (énergie, matières premières) ?

L'arbre militaro-climatique ne doit cependant pas masquer la forêt militaro-industrielle : 2 000 milliards de dollars de dépenses mondiales en 2020. En France, elles dépassent les 2 % du PIB et le pays est toujours dans le peloton de tête des ventes à l'international. Le vocabulaire guerrier contamine de multiples domaines (climat, santé, économie...), les cérémonies d'hommage aux flics et militaires morts deviennent la norme, et la jeunesse se retrouve face à l'embrigadement du SNU. Il semble donc vital de relancer des luttes à la fois contre les marchands d'armes, les conflits, le retour du danger nucléaire, et les multiples formes de militarisation de la société et des esprits. Comment ? Une piste d'action, parmi d'autres, pourrait être la dénonciation des clusters régionaux de l'industrie de l'armement/sécurité/surveillance, sur lesquels il est possible d'agir localement.

A bientôt !

Organisation communiste libertaire